



PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**DIRECTION DE LA COORDINATION ET
DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE**
Bureau des procédures d'utilité publique
2012/ICPE/147
dossier n° 2004/0795

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE, PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE,

Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite.

- VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R.511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005 autorisant la SCEA de la RADOIRE à exploiter un élevage de 1512 animaux équivalents porcs au lieu-dit « Le Champ des Landes » à VARADES,
- VU le récépissé de changement d'exploitant en date du 13 juillet 2011 relatif à la reprise par la SCEA Tremblay de la SCEA de la La Radoire,
- VU la demande présentée par la SCEA TREMBLAY en vue d'être autorisée à exploiter un élevage porcin, d'une capacité de 2328 animaux-équivalents porcs au lieu-dit « Le Champ des Landes » à VARADES ;
- VU les plans annexés à la demande ;
- VU l'avis du directeur départemental de la protection des populations en date du 8 février 2012 ;
- VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;
- VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 25 juin 2012 ;
- VU l'avis du conseil municipal de VARADES en date du 15 mai 2012 ;
- VU l'avis du conseil municipal de LA ROUXIERE en date du 4 juin 2012 ;
- VU l'avis du conseil municipal de BELLIGNE en date du 4 juin 2012 ;
- VU l'avis du conseil municipal de ST HERBLON en date du 7 juin 2012 ;
- VU l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 6 juin 2012 ;
- VU l'avis de la directrice de l'agence régionale de santé en date du 30 août 2012 ;
- VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 24 avril 2012 ;
- VU l'avis du directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité en date du 18 avril 2012 ;
- VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 6 avril 2012 ;
- VU le rapport du directeur départemental de la protection des populations en date du 30 août 2012 ;
- VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 13 septembre 2012 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la SCEA TREMBLAY en application de l'article R.512-26 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU la réponse de la SCEA TREMBLAY en date du 26 septembre 2012 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre 1er du Livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L.511-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation.

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation.

La SCEA TREMBLAY dont le siège social est situé au lieu dit "Villeneuve", 44370 LA ROUXIERE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu-dit "le Champ des Landes" sur la commune de VARADES un élevage porcin de 2328 animaux-équivalents porcs.

Article 2 : Nature des installations.

Article 2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Alinéa	A ou D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Effectif autorisé (animaux équivalents)
2102	1	A	Porcs (établissements d'élevage, vente, transit, ...) en stabulation ou en plein air	Elevage de porcs	Plus de 450 animaux	2328

A : (autorisation)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 2.2 - Situation de l'établissement.

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
VARADES	porcs	XC	n° 4

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation l'établissement annexé au présent arrêté.

Les tiers les plus proches sont situés à 500 mètres de l'exploitation.

Article 3 : Elevage IPPC.

L'installation relevant de la Directive IPPC est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles telles que définies en annexe III (MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES), et en tenant

compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant (voir plan annexé). En tout réglementation autres en vigueur.

Article 5 : Durée de l'autorisation.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 6 : Equipements et matériels abandonnés.

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 7 : Respect des autres législations et réglementations.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L'INSTALLATION.

Article 8 : Exploitation des installations.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et en veillant à la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 9 : Règles d'aménagement de l'élevage.

Tous les sols des bâtiments d'élevage et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Article 10 : Intégration dans le paysage.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Article 11 : Lutte contre les nuisibles.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Article 12 : Incidents ou accidents .

Déclaration et rapport :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 13 : Documents tenus à la disposition de l'inspection.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.)
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

TITRE 3 : PREVENTION DES RISQUES.

Article 14 : Principes directeurs.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Article 15 : Infrastructures et installations.

Article 15.1 - Accès et circulation dans l'établissement.

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.

Article 15.2 - Protection contre l'incendie.

Article 15.2.1 - Protection interne.

Dispositions relatives à la préservation des bâtiments, des locaux et de l'outil de travail.

Le mode de construction des silos n'entraîne pas leur ruine en cas d'explosion de poussières.

Le personnel est initié à la manœuvre des moyens de secours.

Doivent être affichées près de l'entrée des bâtiments, des consignes d'incendie comportant :

- la conduite à tenir en cas d'incendie (alarme, alerte, évacuation du personnel, attaque du feu),
- le n° de téléphone d'appel urgent du centre de traitement d'alerte des sapeurs-pompier (18),

- les personnes désignées pour l'accueil et le guidage des secours,
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie,
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17,
- le numéro d'appel du SAMU : 15,
- le numéro d'appel des secours à parti d'un téléphone mobile : 112.

Extincteurs :

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs appropriés aux risques à combattre à raison d'un appareil pour 200 m² et à proximité des risques particuliers (appareillages électriques ...).

Ils sont visibles et accessibles en toutes circonstances.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : "Ne pas se servir sur flamme gaz" ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif "dioxyde de carbone" de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

Article 15.2.2 - Protection externe :

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

Nature du point d'eau, Numéro	Volume	Adresse	Distance des bâtiments d'élevage
Réserve incendie	120 m ³	Le Champ des Landes VARADES	sur le site d'exploitation

L'exploitant est tenu de s'assurer que les débits et pressions des hydrants existants répondent aux normes NFS 61211 ou NFS 62213 ou NFS 61213 et NFS 62200. Une attestation de conformité sera adressée à l'inspection des installations classées.

Dispositions relatives à la sécurité des intervenants et à la mise en œuvre des moyens de secours.

Un plan schématique sous forme de pancarte inaltérable sera apposé à l'entrée de chaque bâtiment afin de faciliter l'action des secours.

Le plan des différents niveaux, conforme à la norme NF S 60-303 relative aux plans et consignes contre l'incendie devra comporter notamment l'emplacement :

- des cloisonnements principaux (murs coupe-feu),
- des dégagements principaux,
- des locaux à risques,
- des dispositifs et commandes de sécurité,
- des organes de coupure des fluides et énergies,
- des moyens d'extinction fixe et d'alarme,
- des voiries,
- des ressources privées de défense incendie (poteaux privés, réserve d'eau incendie).

La conception de la réserve d'eau contre l'incendie et ses aménagements éventuels sont à réaliser conjointement avec le SDIS, bureau opérations du groupement territorial de Riaillé – 224, rue des Chênes – ZA des Fuseaux – 44440 RIAILLÉ (tél. 02.40.97.55.90).

Article 15.3 - Installations techniques.

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Article 16 : Prévention des pollutions accidentelles.

Article 16.1 – Rétentions.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l. minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Article 16.2 – Réservoirs.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Article 16.3 - Règles de gestion des stockages en rétention.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.

Article 17 : Prélèvements et consommations d'eau.

Article 17.1 - Origine des approvisionnements en eau.

L'approvisionnement en eau sera réalisé à partir d'un puits et du réseau public. Des analyses bactériologiques et chimiques sont réalisées une fois par an.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue.

Article 17.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Article 18 : Gestion des eaux pluviales.

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Article 19 : Gestion des effluents.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Article 19.1 - Identification des effluents ou déjections.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivantes :

purin, lisier, fumier, compost, boues de station d'épuration, eaux colorées (brunes, blanches, vertes), lixiviats, jus de silos.

		Valeur agronomique	
Type d'effluents ou de déjections	Volume ou masse produit annuellement	Nt	P ₂ O ₅
Lisier	3352 m ³	18 908 kg	10 068 kg

Article 19.2 - Gestion des ouvrages de stockage ou de prétraitement : conception, dysfonctionnement .

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Le stockage du lisier se fera en fosse sous caillebotis pour une capacité totale de 2839 m³ pour une période de stockage de 10,2 mois.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage pour les fumiers et les fientes, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des lisiers et effluents liquides sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

Article 19.3 - Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux vannes sont traitées et évacuées conformément à la réglementation sanitaire en vigueur.

Article 19.4 – Traitement des effluents.

Les effluents de l'élevage sont traités :

- par épandage sur des terres agricoles conformément aux dispositions du Titre 5.

TITRE 5 : LES EPANDAGES.

Article 20 : Règles générales.

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont le plan figure en annexe au présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Article 21 :

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation de tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	Distance minimale sur terres nues.	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur terres nues.	Distance minimale sur prairies ou Cultures.
• composts visés au 5.8.5	10 mètres	enfouissement non imposé	10 mètres
• lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé	5 mètres	immédiat	15 mètres
• fumiers de bovins et de porcins compacts, fumiers et déjections solides de lapins, non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, • effluents après un traitement visé au 5.6.3 et/ou atténuant les odeurs, • eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.	50 mètres	24 heures	50 mètres

<ul style="list-style-type: none"> • effluents sans traitement atténuant les odeurs, • autres fumiers de bovins et porcins, • fumiers de volailles après un stockage d'au minimum deux mois, • fientes à plus de 65 p 100 de matière sèche, • lisiers et purins (sauf porcs), lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé. 	50 mètres	12 heures	100 mètres
• lisiers de porcs	100 mètres	12 heures	100 mètres
• autres cas	100 mètres	24 heures	100 mètres

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents doivent être suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus à l'exception des composts visés au point 5.8.5.

Les distances minimales définies ci-dessus s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55° C pendant 15 jours ou à 50° C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Article 22 : Modalité de l'épandage.

Article 22.1 - Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare.

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Dans les zones vulnérables délimitées en application du décret du 27 août 1993 susvisé et notamment dans tout le département de la Loire-Atlantique, la quantité d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare épandable et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux.

Article 22.2 - Le plan d'épandage

Surface d'épandage :

Les effluents seront épandus sur une surface de 352,67 hectares dont :

- 154,63 hectares mis à disposition par la SCEA DE VILLENEUVE à LA ROUXIERE,
- 47,88 hectares mis à disposition par le GAEC GAUTIER BELOUIN à VARADES,
- 40,11 hectares mis à disposition par le GAEC DE LA GALERNE à LA ROUXIERE,
- 49,42 hectares mis à disposition par Mr Bertrand HAIS à VARADES,

- 60,83 hectares mis à disposition par la SCEA KER MAGUY à SAINT MACAIRE EN MAUGES (49), et répartis sur les communes de VARADES, LA ROUXIERE, BELLIGNE et SAINT HERBLON.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- la localisation sur une représentation cartographique à une échelle de 1/5 000^e des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épandus ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies par le programme d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 .

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Article 22.3 - Epandages interdits.

L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; le préfet peut réduire cette distance jusqu'à 50 mètres pour l'épandage de composts élaborés conformément à l'article 17 ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles pour l'épandage des effluents et des produits issus de leur traitement autres que ceux définis comme fertilisants de type I dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code de bonnes pratiques agricoles. Des dérogations à cette distance de 500 mètres, liées à la topographie et à la circulation des eaux, peuvent être prévues par l'arrêté d'autorisation. L'épandage des effluents et des produits issus de leur traitement, définis comme fertilisants de type I dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 susvisé, est interdit à moins de 35 mètres des piscicultures ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole,
- par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents,
- pour les lisiers de porcs et de volailles, les samedi, dimanche et jours fériés.

L'épandage par aspersion n'est autorisé que pour les eaux issues des élevages bovins si elles ont fait l'objet d'un traitement. L'épandage par aspersion doit être pratiqué au moyen de dispositifs qui ne produisent pas d'aérosol.

L'épandage sera interdit sur l'îlot n° 7 entre début août et fin octobre.

Article 22.4 – Pratique d'épandage.

L'épandage fera l'objet d'un enfouissement rapide.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral concernant la directive Nitrates seront respectées.

Article 23 : Mise à disposition de parcelles pour l'épandage par un tiers.

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à un exploitant qui valorise les effluents. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Ce contrat fixe également :

- Les traitements éventuels effectués,
- Les teneurs maximales en éléments indésirables et fertilisants,
- Les modes d'épandages,
- La quantité épandue,
- Les interdictions d'épandage,
- La nature des informations devant figurer au cahier d'épandage,
- La fréquence des analyses des sols et des effluents.

Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents.

TITRE 6 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.

Article 24 : Dispositions générales.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Les installations de traitement de l'air devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie.

Article 25 : Odeurs et gaz.

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Si l'exploitant met en œuvre un traitement destiné à atténuer les nuisances olfactives par utilisation d'un produit à action bactériologique ou enzymatique, celui-ci sera utilisé conformément aux recommandations du fabricant (fréquence d'utilisation, dose).

Ces recommandations, de même que les justificatifs comptables relatifs à l'achat du produit désodorisant sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 26 : Emissions et envols de poussières.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

TITRE 7 : DECHETS.

Article 27 : Principes et gestion.

Article 27.1 - Limitation de la production de déchets.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

Article 27.2 - Séparation des déchets.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 27.3 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets spécifiques tels que matériel d'insémination et de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 27.4 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 27.5 - Cas particuliers des cadavres d'animaux.

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (porcelets, volailles) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, accessible à l'équarrisseur.

Ils sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte réfrigérée à l'extérieur de l'élevage.

TITRE 8 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.

Article 28 : Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE 9 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.

Article 29 : Programme d'auto surveillance.

Article 29.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article 30 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance.

Article 30.1 - Auto surveillance de l'épandage.

Article 30.1.1 - Cahier d'épandage.

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;

- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 31 - Bilan de fonctionnement.

En vue de permettre au préfet de réexaminer si nécessaire les conditions de l'autorisation, et conformément à l'arrêté du 29 juin 2004, l'exploitant lui présente régulièrement un bilan de fonctionnement portant sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans le présent arrêté.

Ce bilan contient :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- les conditions de consommation rationnelle de l'eau ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation.

Ce bilan de fonctionnement devra être transmis au plus tard en 2022 Toutefois le préfet peut demander une remise d'un bilan anticipé s'il estime que les conditions d'exploitation ont évoluées ou si un nouveau document de référence présentant les meilleures techniques disponibles est publié.

Article 32 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats.

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

TITRE 10 : DISPOSITIONS AUTRES.

Article 33 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Article 34 : En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 35 : Modifications et cessation d'activité.

Article 35.1 – Modifications.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 35.2 – Transfert sur un autre emplacement.

Tout transfert d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Article 35.3 – Changement d'exploitant.

Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 35.4 – Cessation d'activité.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-75 et R.512-76 dudit code.

Article 35.5 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dudit code.

Article 36 : Début d'exploitation.

En vertu des dispositions de l'article R 512-44 dudit code, l'exploitant adresse au préfet une déclaration **de début d'exploitation**, en trois exemplaires, dès que seront mis en place les aménagements et équipements permettant la mise en service effective de l'installation, tels qu'ils ont été précisés par l'arrêté d'autorisation.

Dès réception de la déclaration de début d'exploitation, le préfet en transmet un exemplaire à l'inspection des installations classées et un autre au maire de la commune d'implantation de l'installation.

Dans les quinze jours qui suivent la réception de la déclaration, le préfet fait publier aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements intéressés, un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation.

Dès réception, un exemplaire de la déclaration de début d'exploitation est affiché à la mairie pendant un mois au moins. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire.

Article 37 : Délais et voies de recours.

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Nantes :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de **deux mois** à compter de sa notification,
- pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'**un an** à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 38 : Sanctions.

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement.

Article 39 : Publication de l'arrêté préfectoral.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de VARADES et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de VARADES pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de VARADES et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique - Direction de la Coordination et du Management de l'Action Publique - Bureau des procédures d'utilité publique.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux conseils municipaux des communes de VARADES, LA ROUXIERE, BELLIGNE et SAINT HERBLON.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la SCEA TREMBLAY dans les journaux «Ouest France» et «Presse Océan».

Article 40 : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à la SCEA TREMBLAY qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

Article 41 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet d'ANCENIS, le maire de VARADES et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 2 OCT. 2012

Le PREFET,

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Pierre STUSSI

Annexes :

- Plan de localisation,
- Plan de Masse,
- Plan de situation,
- Liste des parcelles (8 feuillets).

PLAN DE LOCALISATION

Echelle : 1/25000

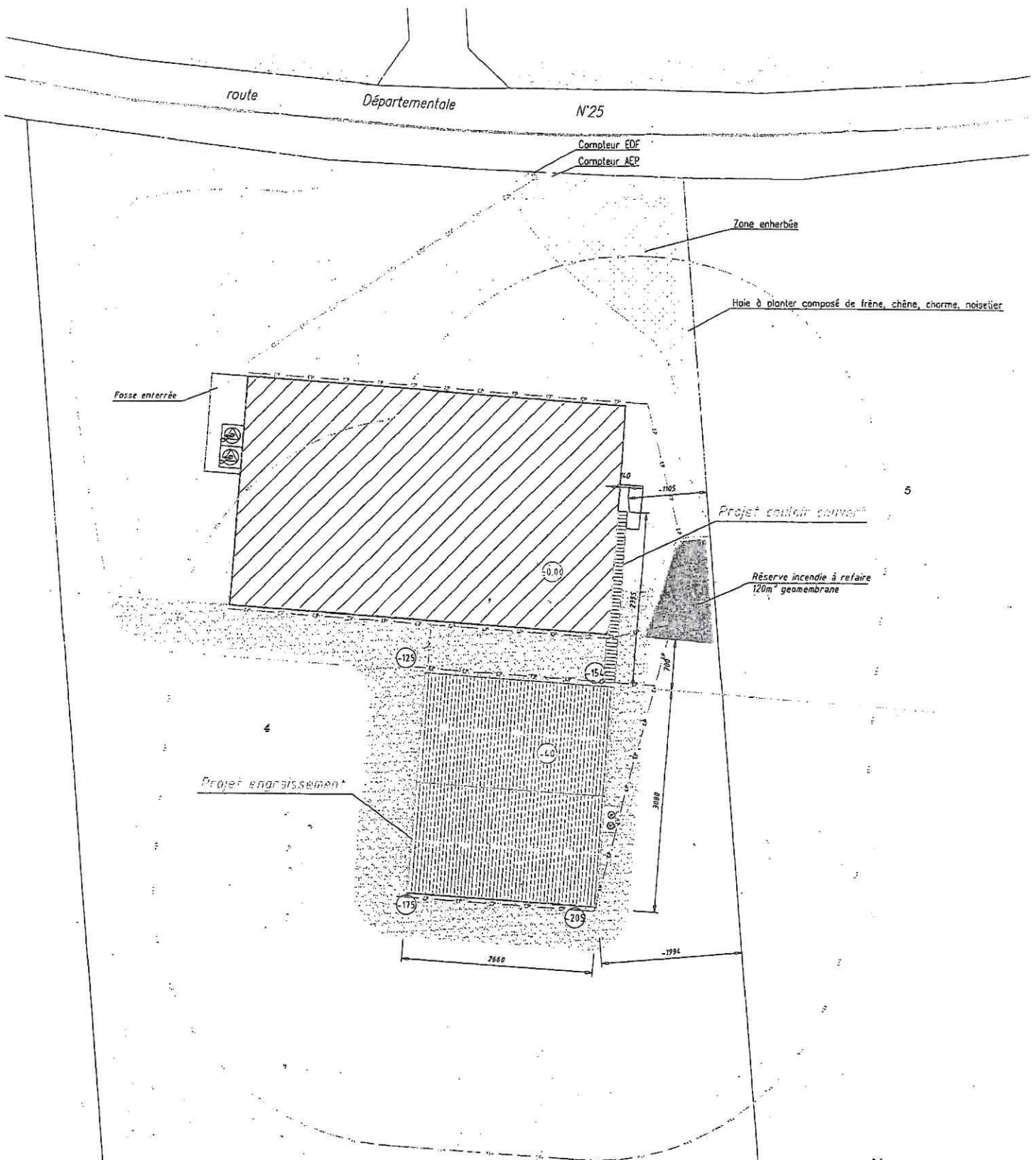
PLAN DE LOCALISATION

Echelle : 1/25000



pour être annexé à mon
arrêté du 2001-01-12
NANTES, le
LE PREFET.

PREFET. *[Signature]*



PLAN DE MASSE

Ech: 500

COMMUNE : 44370 VARADES
Adresse : Le Champ des Landes

Réseau Eaux pluviales	---
Réseau Eau potable	---
Réseau EDF	---
Circuits lisier	---
Limite des 35m	---
Niveau de terrain naturel	(-140)

CADASTRE	Section(s)	: XC
	Parcelle(s)	: 4
	Surface	: 23460m²
NIVEAUX Engraissement	Plancher	: -40
	A l'égout	: +245
	Faitage	: +655
NIVEAUX Couloir	Plancher	: ±0.00 à +40
	A l'égout	: +220 à +260
	Faitage	: +285 à +325



VU
pour être annexé à l'arrêté du 2 OCT. 2011
NANTES, le
LE PREFET,

SCEA TREMBLAY	Plan de masse
PLAN DE MASSE	PC2 Ech: 1/ 500 122 Juin 2011

Pierre STUSSI

PLAN DE SITUATION

Ech: 2500

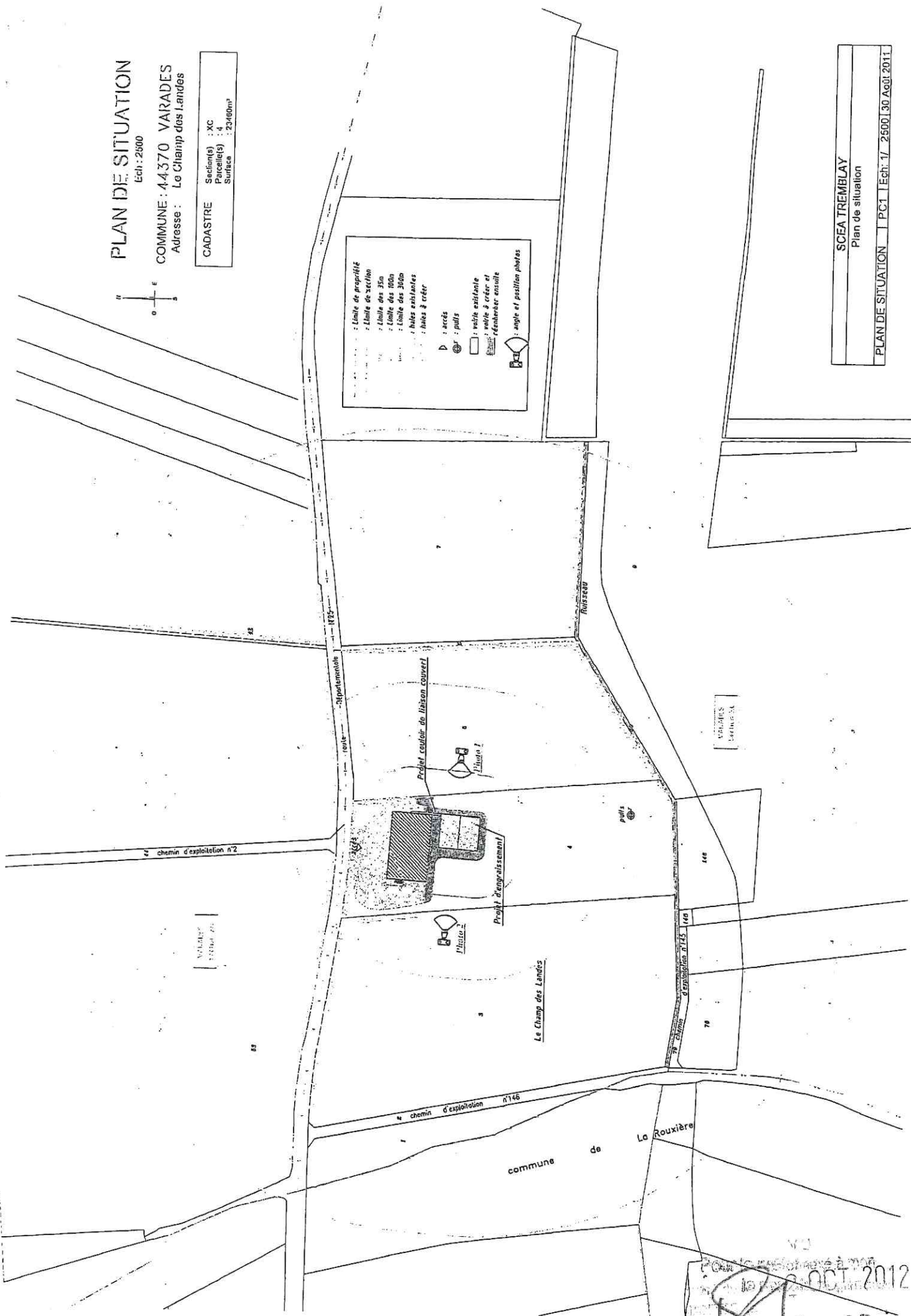
COMMUNE : 44370 VARADES
Adresse : Le Champ des Landes

CADASTRE

Section(s) : XC
Parcelle(s) : 4
Surface : 23460m²



: limite de propriété
 : limite de section
 : limite des 35m
 : limite des 100m
 : limite des 300m
 : haies existantes
 : haies à créer
 D : arçes
 P : puits
 [] : voie existante
 [] : voie à créer et
 [] : rétrovoir ensuite
 [] : angle et position photos



SCEA TREMBLAY
Plan de situation

PLAN DE SITUATION | PC1 | Ech: 1/ 2500 | 30 Aoû 2011

VO
Cau...
10 OCT 2012
Stuss

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :
SURFACE EPANDABLE 50m :	278,79	SCEA TREMBLAY
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	233,32	VILLENEUVE
SURFACE EPANDABLE 100 m :	83,69	44370 LA ROUXIERE
	211,75	

Exploitation de :

GAEC DE LA GALERNE
LA GIRONNIERE
44370 LA ROUXIERE

DEPT	Communes	n° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épendable 50 m	Superficie épendable 100 m	Observation
44	belligne	1	11,95	9,53	9,40	cours d eau/tiers
44	la rouxiere	2	8,61	7,21	5,23	cours d eau/tiers/mare
		3	17,55	15,98	14,93	cours d eau/tiers
		4	32,48	26,51	26,35	cours d eau/tiers/mare
		5	5,50	4,18	4,18	cours d eau/mare
		6	5,02	4,17	4,17	cours d eau
		7	13,44	12,53	12,53	cours d eau/mare
		8	3,87	2,94	1,50	cours d eau/tiers/mare
		9	31,74	28,16	24,83	cours d eau/tiers/mare
44	belligne	10	2,71	2,71	2,71	
		11	2,95	0,88	0,60	cours d eau/tiers/mare
		12	8,20	5,42	3,98	cours d eau/puits/tiers
		13	9,27	6,08	5,27	cours d eau/puits/tiers/mare
44	la rouxiere	14	6,47	5,60	4,40	cours d eau/tiers
		15	8,51	6,49	5,44	cours d eau/tiers/mare
		16	0,73	0,23	0,00	cours d eau/tiers/mare
		17	7,65	7,06	6,09	mare/tiers
		18	3,24	3,07	2,58	mare/tiers
		19	17,88	12,48	10,37	cours d eau/tiers
		20	3,50	2,70	2,03	cours d eau/puits/tiers
44	belligne	21	0,32	0,00	0,00	puits/cours d eau
		22	5,42	4,59	4,59	cours d eau
		23	38,24	36,03	35,27	cours d eau/tiers/mare
		24	2,05	1,45	0,63	cours d eau/tiers/mare
44	la rouxiere	25	14,81	12,00	10,21	cours d eau/tiers/mare
		26	6,39	5,46	4,60	cours d eau/tiers/mare
		27	8,21	7,78	7,78	cours d eau
		28	2,08	2,08	2,08	
TOTAUX			278,79	233,32	211,75	

VU

pour être annexé à mon

arrêté du 2 OCT. 2012

NANTES, le

LE PREFET,

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Pierrot SUSSI

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :
SURFACE EPANDABLE 50m :	167,04	SCEA TREMBLAY
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	136,03	VILLENEUVE
SURFACE EPANDABLE 100 m :	81,44	44370 LA ROUXIERE
	119,49	

Exploitation de :

GAEC GAUTIER BELOUIN
LA GRANDE MENIERE
44370 VARADES

DEPT	Communes	n° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épendable 50 m	Superficie épendable 100 m	Observation
44	varades	1	8,19	5,60	5,60	cours d eau
		2	5,26	4,83	3,93	tiers
		3	4,77	3,50	3,50	cours d eau/mare
		4	2,01	2,01	2,01	
		5	2,37	2,37	2,37	
		7	33,26	28,22	27,77	cours d eau/mare/tiers
		9	1,41	1,31	1,31	cours d eau
		13	5,76	4,66	4,64	cours d eau/mare/tiers
		14	15,16	10,70	7,14	cours d eau/mare/tiers
		15	29,07	22,98	19,80	cours d eau/mare/tiers
		16	8,56	6,78	5,94	agropedo/cours d eau/mare/tiers
		17	2,75	2,38	1,94	cours d eau/tiers
		18	3,41	2,23	0,44	tiers
		19	1,56	1,45	0,91	tiers
		20	10,40	8,20	6,63	cours d eau/mare/tiers
		21	1,31	1,31	1,31	
		26	6,72	5,49	4,10	cours d eau/mare/tiers
		28	0,94	0,39	0,14	cours d eau/tiers
		29	2,10	1,76	1,23	tiers
		31	3,05	3,05	3,00	tiers
		32	4,69	2,75	1,72	cours d eau/tiers
		33	2,63	2,63	2,63	
		34	5,20	4,97	4,97	mare
		35	0,77	0,77	0,77	
		36	5,69	5,69	5,69	
TOTAUX			167,04	136,03	119,49	

N° Plan	N° lot	Références cadastres	SAU ha	Aptitude à l'épandage	Surface épandable		Commentaires
					à 50 m	à 100 m	
COMMUNE DE VARADES							
2	1	Varades-XC-32-33-34-35-36-37-38-39-40-44-45-46-47-48	20,65	1	19,26	18,51	tiers cours d'eau
3	11	Varades-ZI-6-8	8,23	1	7,29	7,29	cours d'eau
3	11		0,31	0	0,00	0,00	bosquet
4	19		8,19	1	5,95	5,95	puits cours d'eau
4	19	Varades YZ-15	0,43	0	0,00	0,00	aire alimentation et vignes
2	20	Varades ZI-2	3,37	1	3,18	3,18	cours d'eau
3	4	Varades ZK-2-51-52-82	12,97	1	12,40	11,03	tiers point d'eau cours d'eau
2	5	Varades ZH-65	1,34	1	1,34	1,34	
Total M. HAIS A DISPOSITION DE LA SCEA TREMBLAY			55,49		49,42	47,31	

Parcelles non mises à disposition pour l'élevage SCEA TREMBLAY

N° plan	N° lots	Références cadastrales	SAU ha	Aptitude à l'épandage	Surface épanachable		Commentaires
					à 50 m	à 100 m	
COMMUNE DE LA CHAPELLE ST SAUVEUR							
7		La Chapelle St Sauveur ZN-11-14	7,96	1	5,90	4,33	tiers point d'eau
8		la Chapelle St Sauveur ZM-38	1,75	1	1,75	1,75	
TOTAL			9,71		7,65	6,08	
COMMUNE DE VARADES							
4		Varades ZK-80-36	18,00	1	13,72	11,04	puits point d'eau tiers
4		Varades ZK-92-42-93(en partie)	7,43	1	5,44	3,18	tiers point d'eau cours d'eau
4		Varades ZK-48-49	1,50	0	0,00	0,00	
5		Varades ZM-76	3,52	1	2,91	2,42	cours d'eau tiers
TOTAL			30,45		22,07	16,63	
TOTAL M.HAIS NON MIS A DISPOSITION			40,16		29,73	22,71	
TOTAL EXPLOITATION M.HAIS			95,65		79,15	70,02	

Parcelles mises à disposition pour l'élevage SCEA TREMBLAY

N° Plan	N° lots	références cadastrales	SAU (ha)	Altitude à l'épandage	Surface épandable		Commentaires
					à 50 ml	à 100 ml	
COMMUNE DE VARADES							
1	37	la rouxière D-2165-1205-1203-1204-2266-2265-2267-Varades ZH-53-54-55	11,24	1	10,55	9,12	tiers point d'eau
1	37		0,53	0	0,00	0,00	
3	32	Varades ZI-22-34	13,91	1	13,55	13,37	
1	38	Varades ZH-43	10,64	1	10,64	10,64	point d'eau
1	39	Varades XC-5	2,44	1	1,84	1,84	
1	391	Varades XC-7	3,19	1	2,31	2,31	cours d'eau
2	41	Varades XC-20-21-22-27-28	11,23	1	11,23	11,23	cours d'eau
1	43	Varades ZH-8-9-10-11-12-13-14 Belligne ZX-62-63-64	11,67	1	10,82	9,94	tiers point d'eau cours d'eau
1	43		1,56	0	0,00	0,00	
TOTAL SCEA KER MAGUY A DISPOSITION SCEA Tremblay			66,41		60,95	58,45	

Parcelles non mises à disposition pour l'élevage SCEA TREMBLAY

N° Plan	N° lot	références cadastrales	SAU ha	Altitude à l'épandage	Surface épandable		Commentaires
					à 50 ml	à 100 ml	
COMMUNE DE BELLIGNE							
2	44	Belligne ZW-26-24-23-22-52	13,51	1	12,02	12,02	cours d'eau
2	45	Belligne ZW-1	6,28	1	5,33	5,33	point d'eau cours d'eau
2	46	Belligne ZW-18-19-20-53	9,72	1	9,05	9,05	cours d'eau
TOTAL			29,51		26,40	26,40	
COMMUNE DE LA CHAPELLE SAINT SAUVEUR							

SCEA de Villeneuve

<i>lot</i>	<i>Occup. du sol</i>	<i>surface</i>	<i>SPE lisier pendillard</i>	<i>SPE lisier</i>	<i>raisons d'exclusions</i>	<i>Aptitude à l'épandage</i>
1	Culture	0,65	0,65			211
				0,41	Tiers	
	Culture	1,20	1,20			212
				0,81	Tiers	
	Culture	1,93	1,67		Tiers	122
				1,04	Tiers	
	Culture	0,85	0,85			212
				0,85		
	Culture	4,52	4,17		Tiers / Puits 50 m	122
				3,58	Tiers / Puits 50 m	
2	Culture	1,97	1,92		Tiers	
				1,07	Tiers	
3	Culture	4,30	4,05		Tiers / Ruiss 10m	
				3,34	Tiers / Ruiss 10m	
	Inculté	0,15	0,00		Inculté	
				0,00	Inculté	
4	Culture	2,05	2,05			212
				2,05		
	Culture	2,34	2,34			112
				2,34		
	Culture	2,07	2,07			222
				2,07		
	Inculté	0,17	0,00		Inculté	
				0,00	Inculté	
5	Inculté	0,07	0,00		Inculté	
				0,00	Inculté	
	Inculté	0,04	0,00		Inculté	
			0		Inculté	
	Inculté	1,35	0,00		Inculté	
				0,00	Inculté	
	Culture	4,09	3,97		Tiers	121
				3,45	Tiers	
	Culture	2,80	2,80			111
				2,80	Tiers	
6	Culture	2,61	2,21		Mare, Útang	121
				2,21	Mare, Útang	
	Culture	2,22	0,82		Tiers	112
				0,05	Tiers	
	Inculté	1,66	0,00		Inculté	
				0,00	Inculté	

<i>Ilot</i>	<i>Occup. du sol</i>	<i>surface</i>	<i>SPE lisier pendillard</i>	<i>SPE lisier</i>	<i>raisons d'exclusions</i>	<i>Aptitude à l'épandage</i>
	Culture	1,11	0,72	0,72	Mare, Etang Mare, Etang	211
	Culture	2,99	2,94	2,57	Tiers Tiers	112
	Culture	6,93	6,69	6,07	Tiers / Mare, Etang / Ruiss 10m Tiers / Mare, Etang / Ruiss 10m	121
	Culture	3,11	2,54	1,32	Tiers Tiers	212
	Culture	3,60	2,62	1,98	Tiers / Puits 50 m / Mare, Etang Tiers / Puits 50 m / Mare, Etang	211
	Culture	1,68	1,28	0,52	Tiers / Puits 50 m Tiers / Puits 50 m	121
7	Culture	1,24	0,86	0,24	Tiers Tiers	211
	Culture	3,22	2,32	0,87	Tiers Tiers	122
	Culture	5,24	4,07	2,42	Tiers / Puits 35 m Tiers / Puits 35 m	112
	Culture	16,70	16,02	15,55	Tiers Tiers	212
8	Inculte	0,51	0,00	0,00	Inculte Inculte	
	Culture	1,03	1,03	1,03		122
	Culture	2,06	2,01	1,51	Tiers Tiers	212
	Culture	2,66	2,66	2,66		222
	Culture	0,36	0,02	0,00	Tiers Tiers	211
	Culture	7,06	6,40	5,77	Tiers Tiers	112
9	Culture	3,24	3,24	2,84	Tiers	212
10	Culture	1,37	0,90	0,90	Puits 50 m Puits 50 m	
	Culture	0,80	0,80	0,80		121
	Culture	3,17	3,17	3,17		112
	Inculte	0,23	0,00	0,00	Inculte Inculte	
11	Culture	4,37	3,90	2,30	Tiers Tiers	112

<i>Plot</i>	<i>Occup. du sol</i>	<i>surface</i>	<i>SPE lisier pendillard</i>	<i>SPE lisier</i>	<i>raisons d'exclusions</i>	<i>Aptitude à l'épandage</i>
12	Inculte	0,22	0,00	0,00	Inculte Inculte	
	Culture	4,41	4,23	3,79	Tiers Tiers	122
	Culture	5,54	5,54	5,54		212
	Culture	3,07	3,07	3,07		112
	Culture	2,92	2,81	2,67	Tiers Tiers	212
	Inculte	0,58	0,00	0,00	Inculte Inculte	
13	Culture	1,96	1,43	0,92	Tiers / Puits 50 m Tiers / Puits 50 m	122
	Culture	5,32	4,97	2,94	Tiers Tiers	212
	Culture	4,96	4,96	4,95	Tiers	
14	Culture	7,43	6,37	5,13	Tiers / Puits 50 m Tiers / Puits 50 m	
17	Culture	4,35	4,23	3,07	Tiers / Mare, Etang Tiers / Mare, Etang	122
	Inculte	0,03	0,00	0,00	Inculte Inculte	
20	Culture	2,99	2,21	0,59	Tiers / Mare, Etang Tiers / Mare, Etang	112
21	Culture	4,80	4,54	3,52	Tiers / Puit 35 m Tiers / Puit 35 m	121
	Culture	1,72	1,61	1,17	Tiers Tiers	211
	Culture	3,97	3,97	3,97		212
22	Inculte	0,16	0,00	0,00	Inculte Inculte	
	Culture	3,42	3,27	2,74	Tiers Tiers	122
	Culture	2,41	2,41	2,41		212
23	Culture	4,09	4,08	3,49	Tiers / Ruiss 10m Tiers / Ruiss 10m	
	Inculte	0,24	0,00	0,00	Inculte Inculte	
24	Inculte	0,36	0,00	0,00	Inculte Inculte	

<i>lot</i>	<i>Occup. du sol</i>	<i>surface</i>	<i>SPE lisier pendillard</i>	<i>SPE lisier</i>	<i>raisons d'exclusions</i>	<i>Aptitude à l'épandage</i>
	Inculte	1,08	0,00	0,00	Inculte Inculte	
	TOTAL	175,75	154,63	129,28		

CARTOCIEL Entreprise 8.4 - 10045.70090126 - Dossier : 449051-SCEA de Vileneuve

